



bulletin d'analyses et de discussions marxistes

www.npa-debatrevolutionnaire.org

N° 50 - vendredi 15 avril 2011

Dans ce numéro :

- Face à la hausse des prix, « positivons » les salaires, imposons l'échelle mobile
- Face au poison xénophobe, la défense de la laïcité : un combat démocratique contre toutes les oppressions

Face à la hausse des prix, « positivons » les salaires, imposons l'échelle mobile

Samedi 9 avril, les salariés de Carrefour étaient en grève dans tout le pays. Magasins ou parking bloqués par des barrages de chariots, caisses fermées, réception de marchandises paralysée... Huit salariés sur dix présents en magasin ont fait grève et une trentaine d'hypermarchés ont dû fermer leur porte.

La colère est profonde face à la provocation de la direction qui propose une « augmentation » de 1 % en mars et 1 % en octobre tout en annonçant des bénéfices en hausse de 11 % en 2010. A cela s'ajoute un projet de découpage du groupe qui va rapporter un véritable pactole aux actionnaires, dont Bernard Arnault et Colony Capital, un fonds de pension. « Six milliards d'euros pour les actionnaires et dix euros pour les caissières, voilà notre slogan » résumait une gréviste.

A Onnaing dans le Nord, les ouvriers de Toyota sont en grève pour le 13^{ème} mois et une prime de 1 600 €, qui augmente de 100 € par jour de grève. Organisés en comité de grève, ils s'adressent à la population en dénonçant les 10 milliards de profits de Toyota et la flambée des prix actuelle où « Tout augmente... sauf les salaires » !

Un peu partout dans le pays, les conflits sur les salaires se multiplient : Eiffage, où les salariés ont stoppé le chantier du Grand Stade à Lille, Thales, Alcatel-Lucent, JCDecaux, Mondadori, Faurecia, Intermarché... pour s'opposer à la hausse des prix qui frappe les travailleurs de plein fouet.

Ainsi, le prix du carburant bat record sur record. La semaine dernière, le litre d'essence atteignait 1,53 € en moyenne... et ce n'est pas fini vu l'annonce du PDG de Total qui juge « inéluctable » le super à 2 € ! Dès le lendemain des élections cantonales, l'Etat a entériné la demande d'augmentation du prix du gaz présentée par GDF Suez : + 5,2 % à partir du 1^{er} avril. En un an, le gaz aura augmenté de 21 % et en 5 ans, depuis la mise en bourse de GDF, de 61 % !

En plus de l'énergie, des mutuelles (+10 %), des assurances (+5 %), ce sont maintenant les prix des produits de première nécessité qui flambent, suite aux spéculations sur les céréales et à la politique de la grande distribution qui fait de larges marges sur le dos des consommateurs. Le beurre devrait augmenter de 4 à 8 %, les pâtes de 5 à 10 %, le café de 10 à 20 %, la farine de 15 à 20 %.

Face au mécontentement, le gouvernement vient d'annoncer... « un panier à 20 € » pour nourrir une famille de 4 personnes pendant 3 jours ! Avec Carrefour, Leclerc, Lefebvre fait l'aumône aux pauvres, généralisant les restos du cœur à l'ensemble du pays, avec au passage une belle publicité à ces grandes surfaces qui craignent qu'une grande partie de leur clientèle se retourne vers les enseignes de discount.

Pour tenter de reprendre la main, Sarkozy a même montré du doigt les entreprises du CAC 40, promettant un dispositif pour les « amener » à augmenter les salaires quand elles augmentent la part de dividendes. Devant la levée de bouclier du patronat, relayée par Lagarde déclarant : « On n'est pas le Gosplan ! », ce fameux dispositif deviendrait, selon Baroin, une série de cadeaux fiscaux ou d'exonérations pour inciter les patrons à donner une prime de 1000 €... Mais une prime exceptionnelle financée par un manque à gagner d'argent public, c'est encore trop pour Parisot qui vient de déclarer : « Je ne sais que dire tellement ces propos sont incompréhensibles » !

Débat révolutionnaire est animé par des militants du **Nouveau Parti Anticapitaliste**

Raymond Adams - Pascal Adams - Alex Bachmann - Gérard Barthélémy - Cathy Billard - Jean-François Cabral - Michel Deboeuf
Sébastien Di Nicolantonio - Séverine Duval - Yvan Lemaitre - Galia Trépère - Isabelle Ufferte

Pour nous contacter, s'abonner à cette lettre : dr@npa-debatrevolutionnaire.org

L'affaire tourne à la farce. Le populisme de Sarkozy, le « *président du pouvoir d'achat* » devient une comédie ridicule alors que sa politique ne vise qu'à aider les classes dominantes à maintenir coûte que coûte, et même augmenter, leurs profits.

Salaires à reculons, prix en hausse, une politique pour maintenir les profits

Contrairement à ce que Parisot fait semblant de croire, l'Etat n'est pas neutre dans ces négociations salariales, il intervient largement pour défendre les intérêts des actionnaires et des patrons. En gelant les salaires des fonctionnaires cette année, en refusant pour la 5^{ème} année consécutive tout coup de pouce au SMIC, le gouvernement a encouragé l'ensemble du patronat à faire de même. Dans les différentes négociations annuelles sur les salaires qui ont lieu dans le privé, les patrons ont tous la même politique de blocage des salaires ou d'augmentations insignifiantes. Au nom de la crise, c'est aux salariés à payer la hausse des prix alors que les profits sont au beau fixe. Tous veulent faire payer la facture au monde du travail alors qu'une des raisons principales de la crise est justement la course à la rentabilité financière au détriment des salariés.

Les profits des entreprises du CAC 40, en hausse de 85 % avec 83 milliards pour 2010, sont révélateurs de cette offensive contre les salaires. Total a dégagé plus de 10 milliards d'euros de profits (sans payer d'impôts sur les bénéfices !) ; BNP Paribas 7,8 milliards ; Sanofi-Aventis 5,5 milliards. Les banques et les assurances font un bénéfice cumulé de 18 milliards contre moins de 10 milliards en 2009. La seule Société générale a vu ses profits augmenter de 478 % pour atteindre 3,9 milliards d'euros. Les groupes industriels battent aussi des records : + 1953 % pour Arcelor Mittal ; + 909 % pour Michelin ; + 459 % pour Saint-Gobain ; + 101 % pour Schneider Electric.

Face à cette situation révoltante, des luttes éclatent dans une série d'entreprises pour exiger des augmentations de salaires. La question de leur convergence est à l'ordre du jour, d'autant qu'en face l'ensemble du patronat et du gouvernement ont une politique commune pour faire payer leur crise aux salariés du privé comme du public.

La lutte pour les salaires, une lutte politique

La lutte pour les salaires pose le problème d'inverser le rapport de force. Le monde du travail ne pourra faire céder significativement le patronat entreprise par entreprise, même si chacun de ces combats est essentiel pour entraîner les autres dans la lutte. Pour créer les conditions d'une telle convergence, il faut commencer par légitimer sur le terrain politique les exigences du monde du travail, mener la bataille pour les augmentations de salaires et l'échelle mobile.

Le PS vient de présenter son projet de programme pour 2012, avec la bénédiction de Rocard pour qui « *ce projet paraît d'intention raisonnable et a un souci de faisabilité* ». . . C'est tout dire. Parmi les mesures envisagées, il met en avant la limitation des hauts salaires dans les entreprises où l'Etat est actionnaire... sans rien préciser sur la façon d'appliquer une telle mesure. Mais par contre, silence total sur l'augmentation des salaires des ouvriers ! Le PS se contente de s'engager à organiser une conférence salariale annuelle et à « *revaloriser le pouvoir d'achat du smic* », en se gardant bien de chiffrer quoi que ce soit.

Tellement dominé par le système, le PS laisse ainsi le terrain au FN sur la question sociale. Celui-ci a mis dans son programme, par pure démagogie, le rétablissement de « *l'échelle mobile des salaires* », autrement dit l'indexation des salaires sur l'augmentation des prix. Pas plus que Sarkozy n'était le candidat du pouvoir d'achat, le FN n'est le parti de la défense des salaires. Sa démagogie est le masque de sa politique anti-ouvrière, cherchant avant tout à dresser les travailleurs les uns contre les autres pour le plus grand profit des plus riches.

La question sociale est bien la question politique essentielle, mais ce n'est pas par le bulletin de vote que cette question se réglera mais bien par un mouvement d'ensemble, la mobilisation de toute la classe ouvrière. Face aux augmentations de prix et au retard cumulé pris par les salaires depuis des années, il y a urgence. Il faut de suite 300 € pour tous d'augmentations et pas de revenu inférieur à 1 600 € net.

Il ne s'agit pas d'une recette pour sortir le capitalisme de la crise, mais d'être à l'offensive, de contester la politique des classes dominantes sur le terrain de la lutte de classes. Il faut mener une bataille politique pour répondre aux chantages exercés par les patrons, aux pressions qui pèsent sur le monde du travail. Cette part des salaires que les classes dominantes volent aux salariés ne sert aujourd'hui qu'à alimenter la spéculation financière comme en témoignent les chiffres du CAC 40. Si les travailleurs ne récupèrent pas leur dû, il partira en fumée dans le prochain krach boursier.

Mais il ne suffit pas d'arracher une augmentation importante à la bourgeoisie, celle-ci serait engloutie rapidement par l'augmentation des prix. Il faut mettre la question de l'échelle mobile des salaires à l'ordre du jour. Non comme un slogan démagogique, une diversion, mais bien comme un objectif pour le monde du travail.

Les salaires doivent être indexés sur les hausses de prix réelles, contrôlées par les associations de consommateurs, les syndicats, par les travailleurs eux-mêmes organisés démocratiquement dans des comités, et pas sur les indices officiels largement minorés. A titre d'exemple, l'INSEE vient d'annoncer fin mars que le pouvoir d'achat aurait augmenté en France de 1,2 % en 2010 après + 1,6 % en 2009... Bien loin des comptes des familles populaires !

La question des salaires est une véritable bataille politique, qu'il nous faut mener dans les entreprises, au sein des

syndicats, avec les travailleurs pour donner confiance, pour exiger notre dû. De même, la solidarité des équipes militantes, de ceux qui se sont battus contre la réforme des retraites à l'automne, doit se manifester sur chaque grève, car chaque victoire arrachée, même partielle, est un encouragement pour les autres. L'évolution de la crise impose de formuler une politique pour passer à l'offensive, rompant avec le « dialogue social » et affirmant toute la légitimité de la lutte.

La seule réponse aux démagogues de droite et d'extrême droite est une offensive politique de la classe des travailleurs.

Laurent Delage

Au sommaire

Face au poison xénophobe, la défense de la laïcité : un combat démocratique contre toutes les oppressions

Ce qui devait être le grand « *débat sur la place de l'islam* » annoncé de longue date par Sarkozy et Copé, s'est finalement transformé en « *convention* » pour la « *laïcité* » réunissant dans un hôtel parisien un petit parterre UMP... Un fiasco après des semaines de buzz. Une farce certes, mais qui laboure le terrain du FN et de tous les démagogues réactionnaires, au moment où Guéant est à l'offensive contre l'immigration, légale cette fois, et alors que la loi contre le port de la burqa vient d'entrer en application. Une loi qui, au nom d'un droit des femmes dont elle se moque, ne vise qu'à amplifier la stigmatisation et ne peut qu'avoir l'effet inverse à celui prétendument recherché.

Sarkozy, le démagogue mu par l'ambition et la soif du pouvoir, sans autre personnalité politique que de capter le sens du vent, apparaît nu. Après l'aventure de l'ouverture à « gauche », la tentative d'aspiration des électeurs FN lui revient comme un boumerang, il ne reste que la fuite en avant d'un pantin agité... qui a néanmoins assuré aux députés UMP : « *Moi, la situation, je la sens bien* »... « *Quand le paysan sème, l'imbécile au bord de la route ne voit pas qu'il sème et qu'il a labouré profond depuis longtemps* » ! Une profondeur qui semble échapper à nombre de ses « amis »...

Un fiasco pour Sarkozy mais le FN jubile

Non seulement il n'y avait pas foule à la grand' messe sur l'islam, mais depuis plusieurs semaines, nombre de ministres ou d'ex ont fait entendre leur « différence » avec un certain malaise. Loin de ramener au bercail les électeurs gagnés en 2007 sur le FN et égarés depuis, l'agitation xénophobe et anti-islam donne au contraire du grain à moudre à ce dernier qui ironise... et voit venir.

Guéant, ministre de l'intérieur et de l'immigration « *en charge des cultes* », fait son travail méthodiquement : pas un jour sans provocation, sans petite phrase. Au gouvernement, l'heure n'est plus à la coquetterie de la « diversité ». Remerciees les ministres de 2007 « *issues de l'immigration* » Rachida Dati, Fadela Amara ou Rama Yade. Limogé aussi le « *conseiller chargé de la diversité* », Abderrahmane Dahmane, qui avait osé critiquer le débat sur la laïcité et l'islam. Guéant officie à l'Intérieur tandis que Juppé s'occupe de la guerre en Libye, en Côte d'Ivoire, en Afghanistan... et envoie avec Berlusconi des patrouilles aériennes et navales sur les côtes tunisiennes pour stopper ceux qui fuient le chômage et la misère tandis que la police les traque à la frontière avec l'Italie.

Guéant fait feu de tous bois et de toutes démagogues pour diviser, attaquer : il annonce la réduction de l'immigration au titre du travail ou du regroupement familial, de nouvelles attaques contre le droit de soins pour les étrangers « *la France n'a pas à supporter toutes les assurances-maladie de tous les pays du monde !* » et évoque les « *jurys populaires* » dans les tribunaux correctionnels envisagés aussi pour « *les contentieux des étrangers* »... « *Le Front national n'apporte aucune réponse crédible aux préoccupations des Français* » explique-t-il, lui prétend s'en charger !

Certains parlent aujourd'hui de la banalisation du FN... Mais c'est bien l'ensemble des « idées » nauséabondes, poison pour le monde du travail, qui sont largement promues et « banalisées » par toute une frange de la droite et le pouvoir, alimentant le compte du FN.

Embarras du PS

Face à cette offensive, l'embarras du PS est patent. Il a beau s'offusquer, il est bien en peine de faire plus que de vagues déclarations, voire des pétitions, et prétendre être le meilleur élève de la laïcité et de la République. Piqué au vif par l'ironie de l'UMP qui rappelait que les députés PS ont organisé en décembre dernier des « *Rencontres de la Laïcité* », Glavany a répliqué « *Le PS ne cesse de débattre de ces questions ! Il le fait depuis des décennies. Qui a inventé la laïcité ? C'est Jean Jaurès, c'est Aristide Briand, c'est Ferdinand Buisson !* ». L'évocation de ces hommes d'Etat du début du 20^{ème} siècle, alors que le mouvement ouvrier et démocratique menait un combat moderne et farouche contre l'obscurantisme religieux et ses

liens avec le pouvoir, semble un peu courte pour régler la question bien concrète et contemporaine des rapports du PS avec les Eglises...

D'autant que là où il est aux commandes, dans les communes comme au sommet de l'Etat, il a eu, ces dernières « décennies », quelques gestes concrets. Pour n'en citer que quelques uns : c'est bien le ministre socialiste de l'Éducation nationale Jack Lang qui, en 1992, signait avec le révérend Cloupet, secrétaire général de l'enseignement catholique, un accord instaurant la parité public-privé pour les personnels de l'enseignement au nom « *de la reconnaissance de la contribution de l'enseignement privé au système éducatif* ». Cela a conduit l'Etat à payer les salaires des employés de l'enseignement catholique, un pas de plus dans la longue liste des gestes sonnants et trébuchants fait par les différents gouvernements vis-à-vis de l'Eglise.

Plus près de nous, c'est Bertrand Delanoë, maire de Paris, qui baptisait en 2006 l'esplanade devant Notre Dame « *place Jean-Paul II* », décision prise de concert par les élus PS, UMP et UDF de Paris... Malgré le scandale et la dénonciation, entre autre par les militants d'Act Up, de la « *célébration d'un assassin* » appelant au rejet du préservatif, Delanoë loua publiquement, sous la protection musclée des forces de « l'ordre », une « *figure essentielle de notre temps... sa clairvoyance active, érigée, tel un rempart, contre les dérives intégristes qui menacent* » ! Le pouvoir vaut bien quelques messes et quelques reniements, y compris personnels.

Martine Aubry, elle, avait accepté (avant de faire en partie marche arrière après quelque temps) des créneaux horaires de la piscine municipale de Lille strictement réservés aux femmes, avec personnel exclusivement féminin.

Quant aux dernières « *rencontres de la laïcité* » des parlementaires PS, la presse a rapporté les propos d'élus justifiant l'aide aux écoles privées confessionnelles par la... mixité sociale ! Loin du combat pour la laïcité !

« Une République une et indivisible » ?

Le PG et Jean-Luc Mélenchon qui ont déposé une proposition de loi défendant la laïcité, s'ils dénoncent « *la logique des arrangements qui a trop longtemps prévalu à gauche en matière de laïcité* » et appellent à « *assurer un enseignement public gratuit et laïque sur l'ensemble du territoire de la République française* », ils le font en référence à « *la République une et indivisible, [au] peuple souverain, un et indivisible* », dénonçant les attaques de Sarkozy contre « *l'unité du pays* ». Un terrain pour le moins miné...

Répondre à l'offensive de la droite et de l'extrême droite, assumer et lutter pour la laïcité, ne peut se faire au nom de cette République des riches, qui combat aujourd'hui aux quatre coins de la planète pour le compte des multinationales, qui soumet, pille et exploite ici et ailleurs. Une République bourgeoise dans le cadre de laquelle les classes populaires, le mouvement ouvrier et démocratique ont imposé par leurs combats des espaces de démocratie, sans cesse remis en cause, telle la laïcité. Une République que, par ailleurs, se disputent aussi Guéant, Aubry, ou encore Le Pen fille...

Pour une laïcité démocratique et militante

La laïcité, « *spécificité française* », est une conquête du mouvement ouvrier et des classes populaires, malgré son détournement par la bourgeoisie pour son propre compte. Le compromis de la loi de 1905 de séparation de l'Eglise et de l'Etat, défendue par Aristide Briand champion des équilibres, a été le fruit de ce combat... du moins de ce qui pouvait être imposé, dans le cadre du rapport de forces du moment, à la bourgeoisie d'une part et au pouvoir religieux de l'autre.

Ses premiers articles affirment que « *la République assure la liberté de conscience. Elle garantit le libre exercice des cultes... Elle ne reconnaît, ne salarie ni ne subventionne aucun culte...* ». Les religieux ne sont donc plus -en principe- rémunérés par l'Etat. Les lieux de culte deviennent propriété d'Etat... Mais celui-ci « *peut* » (et va le faire...) les confier gratuitement aux représentants des Eglises. L'entretien coûteux des cathédrales, églises et autres temples construits avant 1905 incombe donc aux contribuables tandis que les curés en gardent l'usufruit... La loi prévoit par ailleurs le maintien d'aumôniers dans les prisons, l'armée, mais aussi les lycées et les hôpitaux. Ainsi, aujourd'hui encore, des « ministres du culte » sont, en toute conformité avec la loi, salariés par les hôpitaux publics où ils sont parfois plus nombreux que les médecins du travail ! De quoi trouver savoureux les propos de Guéant et de l'UMP exigeant « *neutralité et laïcité dans les hôpitaux* » !

Et que dire de tout ce qui a échappé à la loi de 1905 ? Non seulement elle excluait dès son adoption l'outremer et les colonies mais elle ne s'applique pas non plus en Alsace-Moselle où le régime du Concordat napoléonien a été maintenu. Les religions « reconnues » y sont subventionnées, les religieux payés par l'Etat, les lieux de cultes financés par les communes, la religion « enseignée » à l'école publique et les évêques nommés par le Président de la République (lui-même chanoine de Latran il est vrai !). Le code pénal d'Alsace-Moselle reconnaît toujours le « *délit de blasphème* » aboli par la révolution française : en 1996, cinq militants étaient condamnés pour avoir dénoncé les propos homophobes de l'évêque de Strasbourg.

Quant aux récentes déclarations de Sarkozy sur « *les racines chrétiennes de la France* » au Puy en Velay faisant écho à celles de 2007 « *La laïcité ne saurait être la négation du passé. Elle n'a pas le pouvoir de couper la France de ses racines chrétiennes* », elles illustrent la tartufferie de ces défenseurs du bien public qui déversent leur ramassis de préjugés xénophobes, tel Guéant, pour qui « *le nombre de musulmans en France et un certain nombre de leurs comportements posent problème* ». L'imposture de Marine

Le Pen, posant au défenseur de la laïcité, n'est que l'aboutissement de cet enchaînement de petites bassesses dont elle fait sa nourriture.

Un enseignement public et laïc pour transmettre les connaissances modernes

Le combat pour la laïcité est un combat moderne, militant, indissociable de celui pour la démocratie et les droits sociaux. Il passe par l'exigence d'un enseignement public des sciences et des connaissances modernes accessible à toutes et tous, à l'abri de toutes les églises, chapelles et intérêts particuliers.

A l'heure où l'Education publique est attaquée de toutes parts, où l'enseignement privé bénéficie de toutes les attentions, où les écoles « hors contrat » fleurissent, aux mains pour certaines de groupes intégristes et d'enseignants révisionnistes, la lutte pour un enseignement public et laïc est essentielle.

Sarkozy n'a-t-il pas découvert que la délinquance peut être « dépistée » chez des enfants de trois ans, probablement inscrite dans leurs gènes... ? Le même n'expliquait-il pas en 2007, dans un entretien avec Michel Onfray, « *J'inclinerais, pour ma part, à penser qu'on naît pédophile et c'est d'ailleurs un problème que nous ne sachions soigner cette pathologie* » ? Au-delà de l'arriération du personnage, il s'est toujours trouvé, au sein du personnel politique des classes dominantes, des hommes combattant l'enseignement des lois de l'évolution ou de la génétique, de toute théorie qui puisse d'une façon ou d'une autre faire vaciller la légitimité de leur domination.

Militer pour un enseignement public et laïc moderne, c'est militer pour la liberté de penser, de s'approprier l'ensemble des progrès de l'humanité pour s'émanciper de tous les préjugés qui justifient les oppressions, de tous les obscurantismes à la solde de pouvoirs très matériels.

Nécessité d'un parti porteur du combat pour le socialisme

Cette lutte pour l'émancipation porte en elle la contestation de la société de classes, l'aspiration à une société débarrassée de l'exploitation de l'homme par l'homme, à une organisation sociale s'appuyant sur les connaissances modernes et les progrès de l'humanité permettant l'épanouissement de chacun et la libre administration des hommes et des femmes par eux-mêmes.

Elle nécessite un parti dont l'activité et le combat quotidiens portent en eux ce projet, le socialisme. Un parti qui, pour reprendre l'expression de Marx, est convaincu que « *l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes* », qui soit pour toutes et tous un instrument pour devenir acteur de ce combat, loin des reniements, des adaptations des petits notables prétendument de gauche, habitués à composer avec l'ordre établi et ses profiteurs petits et grands.

Le combat pour le socialisme est démocratique, respectueux des convictions et des croyances de chacun, affaires privées, c'est bien pourquoi il ne se dérobe pas face aux préjugés, aux obscurantismes, aux puissances religieuses piliers de l'ordre établi, qui visent à soumettre et dresser les peuples, les travailleurs les uns contre les autres.

La participation même aux luttes, l'activité consciente et collective font évoluer les consciences, libèrent des peurs, des a priori, renforcent la confiance des opprimés en eux-mêmes et font reculer les préjugés. Elles donnent une liberté et une force nouvelle à la contestation et aux idées progressistes, sapant par là les bases de la résignation et de la soumission que prêchent toutes les Eglises, les religions et les classes dominantes.

Isabelle Ufferte

Au sommaire